

# OMC : les recettes

Les ministres des 142 pays membres de l'Organisation mondiale du Commerce se réunissent, du 9 au 13 novembre, au Qatar. Arriveront-ils à lancer un nouveau cycle de négociations commerciales, susceptible de relancer la machine économique mondiale ? Nous avons passé deux jours dans les cuisines de Pascal Lamy, « maître-queue » européen du commerce

**O**n pourrait le comparer à un jongleur de cirque chinois qui s'active pour entretenir la rotation d'assiettes en équilibre sur des tiges de bambous. Ou bien à un joueur d'échecs qui mène cent parties en simultané. Mais Pascal Lamy, commissaire européen au Commerce, pencherait plutôt pour la métaphore culinaire : la préparation du nouveau round de négociations commerciales multilatérales, qui pourrait être lancé d'ici mardi à Doha (Qatar), s'apparenterait plutôt à la préparation d'un banquet géant.

Evidemment, le menu doit séduire les riches comme les pauvres, les industriels comme les agriculteurs. Il faut des plats simples, d'autres sophistiqués ; du cru et du cuit ; du doux et du pimenté... « On y travaille depuis deux ans. Et là, les saucisses commencent à sortir », s'amuse le commissaire. Image cocasse de la part d'un ascète. Ce marathonnien de 54 ans, qui court tous les matins, dîne exclusivement de tranches de pain complet !

Il est 9 h 15, ce mercredi 24 octobre. Et Pascal Lamy, unique négociateur commercial des 15 pays de l'Union européenne – qui pèsent près de 25% du commerce mondial –, arpente les couloirs du Parlement de Strasbourg. Il se dirige vers une réunion avec la vingtaine de parlementaires européens qui se rendront à Doha, dont Michel Rocard.

Pendant une vingtaine de minutes, Lamy fait le point, de sa belle voix grave, dans un anglais précis et affreusement technique. Puis « *Mister Commissioner* » est soumis à une heure de ques-

tions-réponses pointues. Non que le Parlement ait, sur ce dossier, un quelconque pouvoir : en matière commerciale, la Commission de Bruxelles est souveraine. Mais, pour Pascal Lamy, il est indispensable que l'institution européenne marche sur ses deux pieds, exécutif et législatif : « *L'un de mes rôles, explique-t-il, est de recoller en permanence les deux positions.* »

Cet après-midi-là, vers 18 heures, le commissaire participe à un débat dans l'hémicycle sur le rapport de Harlem Désir (le fondateur de SOS-Racisme) concernant « *l'ouverture et la démocratie dans le commerce international* ». « *Dans sa forme actuelle, ce rapport me convient* », dit Lamy. Est-ce un hasard ? Selon certains, l'habile commissaire s'est arrangé pour que des députés amis déposent pléthore d'amendements qui l'affadissent. Harlem Désir, d'ailleurs, n'est pas dupe : « *Pascal Lamy est fin, drôle, efficace. Mais au fond il n'est pas porteur d'une vision très différente de celle d'un Leon Brittan !* » [NDLR, son prédécesseur britannique, très libéral.]

Depuis décembre 1999 et l'échec de la conférence de Seattle, censée lancer ce nouveau round, le chef Lamy arpente la planète pour faire prendre la « mayonnaise » du libre-échange. « *L'OMC, répète-t-il, est le socle indispensable d'un développement à peu près maîtrisé des échanges.* » Sans l'OMC, pense-t-il, ce serait la loi de la jungle, au détriment des plus faibles. Le commissaire passe la moitié de son temps hors d'Europe, pour des miniconférences ministérielles (Mexique, Singapour), mais aussi des conversations bilatérales (Europe-Etats-Unis, Europe-Brésil, Europe-Inde).







9h15. Pascal Lamy se rend au pas de charge de son bureau à sa première séance de travail.



10 h. Le commissaire au Commerce est mitraillé de questions par les parlementaires européens qui se rendront à Doha.



11h30. De retour dans son bureau, Pascal Lamy revoit avec sa collaboratrice Sabine Weyand ses discours de l'après-midi.



12h55. Pascal Lamy quitte son bureau, pas très « habité », pour la salle à manger du Parlement.

« A chaque étape, explique le commissaire, je rencontre le gouvernement, les élus, les professionnels, les organisations non gouvernementales, les médias. » Ces entités qu'il appelle ses « cadres de navigation ». Est-ce à cause de son passé de capitaine de corvette ou de ses habitudes d'énarque-inspecteur des Finances ? Pascal Lamy est en tout cas un maniaque de l'organisation : avec les sept membres de son cabinet, il planifie son agenda huit mois à l'avance. Il fait même tourner des programmes informatiques qui mesurent le temps passé dans telle région, sur tel type de dossier (collège des commissaires, commerce multilatéral, bilatéral, régional) ou à tel genre de tâche (management, communication, réflexion). Grâce à cette minutieuse tournée des convives, le Qatari Round, selon Pascal Lamy, se présente plutôt bien. « Avant Seattle, l'idée était de rétrécir l'OMC ; avant Doha, de le réformer. » Avant Seattle, le projet de résolution des ministres ressemblait à un annuaire téléphonique bourré de ces vilains crochets qui marquent les dissensions. Avant Doha, le texte est clair et concis. Evidemment, il reste d'importants désaccords. Mais, insiste le commissaire, « il ne s'agit à ce stade que de définir un menu, pas de prénégocier. Jusqu'à ce qu'on soit d'accord sur tout, on n'est d'accord sur rien ! ». Paradoxalement, les mouvements anti-mondialisation visibles à Seattle puis au sommet de Gênes ainsi que les attentats du 11 septembre constituent, selon lui, autant d'ingrédients positifs pour ce cycle. « Les partisans d'une mondialisation différente entretiennent le débat politique sur la nécessité d'une OMC plus transparente, prenant davantage en compte les préoccupations des pays en développement. Et les attentats jouent en faveur de ce round :

l'économie a besoin d'une bonne nouvelle ! » D'ailleurs, Pascal Lamy n'a pas son pareil pour « fouetter » l'appétit des participants. Aux Français, il fait miroiter une meilleure prise en compte des sujets verts. Aux Américains, une nouvelle étape dans la réduction des subventions européennes à l'agriculture. Aux pays en développement, un accès facilité aux médicaments. L'une des préoccupations du « cuisinier » européen est, bien sûr, d'éviter que ses 15 Etats-membres ne se jettent, entre eux, les assiettes à la figure ! Car leurs obsessions ne sont pas les mêmes : les Français poussent les questions sociales ; les Portugais redoutent le démantèlement de l'« accord multifibres » (qui les protège d'un déferlement de tissus made in Asia), les Anglais réclament une reconnaissance du droit des animaux... Heureusement, notre marathonien du commerce connaît son affaire comme personne. Neuf ans à la tête du cabinet de Jacques Delors, alors président de la Commission européenne (1985-1994), lui ont permis d'explorer la dynamique intime de Bruxelles et de Strasbourg. En outre, Pascal Lamy a été « sherpa », comme on appelle cette poignée de hauts fonctionnaires qui préparent les sommets des chefs d'Etat des pays riches. Ce qui lui a permis d'apprécier un Américain nommé Robert Zoellick, le sherpa de Bush père, devenu... négociateur commercial de Bush fils ! Du coup, quand Lamy est à Washington, il fait son jogging avec Zoellick. Cette proximité ne suffit évidemment pas à effacer les différends transatlantiques sur le bœuf aux hormones ou les bananes des Caraïbes. Mais, constate Lamy, « cela permet de gagner du temps ». D'ailleurs, souligne-t-il, « les Etats-Unis jouent l'OMC à fond. Car c'est la plate-forme sur

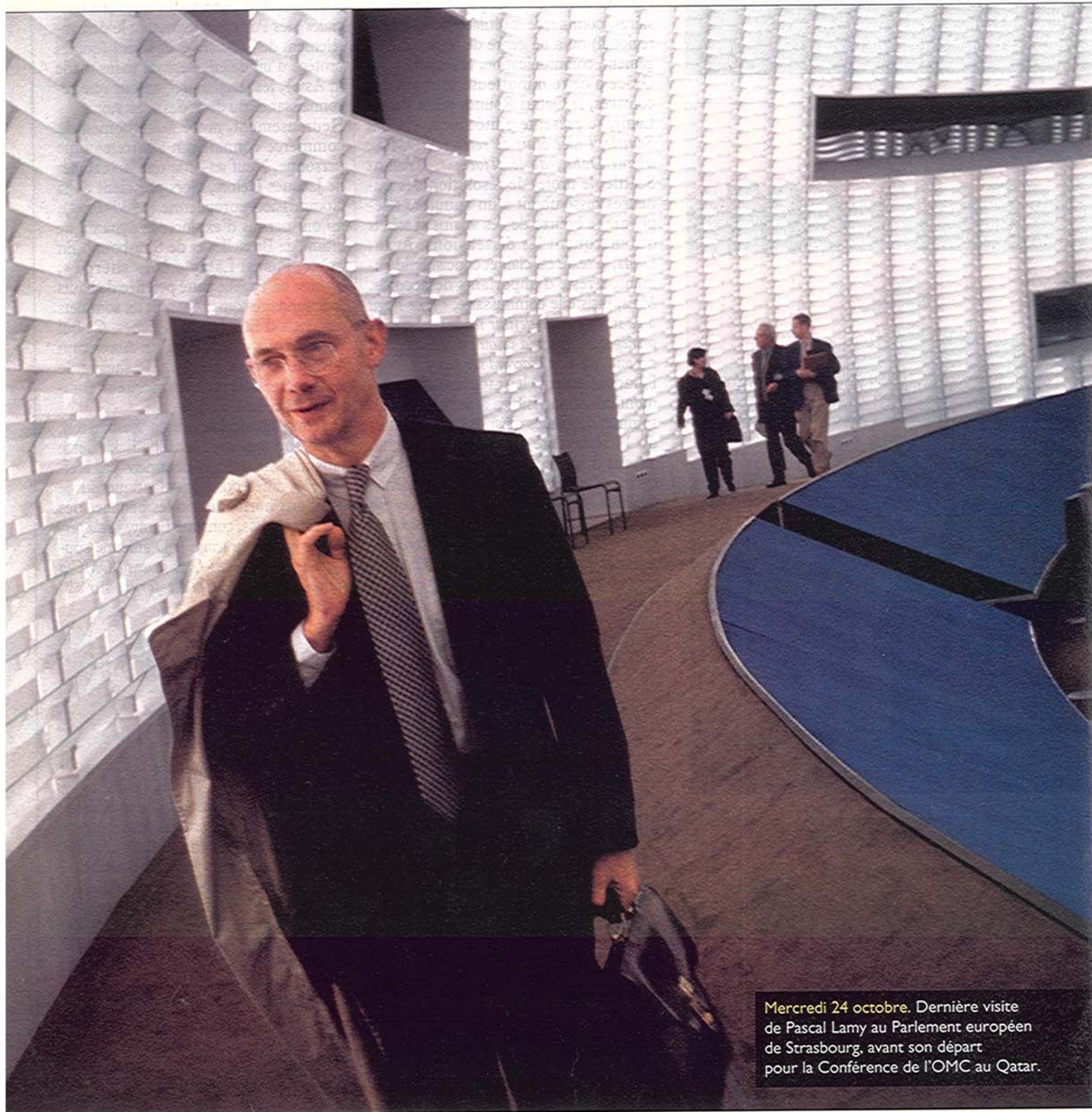
## La Chine, un nouvel « éléphant » autour de la table

Après quinze ans de pourparlers, la République populaire de Chine, 9<sup>e</sup> puissance commerciale de la planète, va entrer à l'OMC le 11 novembre. Avant de signer, elle n'avait négocié sérieusement qu'avec les Etats-Unis, pensant que cela suffirait ! Pascal Lamy a dû passer plus de trois semaines à Pékin, cette année, pour rééquilibrer les engagements chinois. Pour Pékin, ce grand pas vers l'Occident démocratique est un choix politique délibéré. « Le vélo chinois ne tient debout qu'avec plus de 6% de croissance », explique Pascal Lamy. En moyenne, son PIB a crû de 9% par an depuis 1980. Le commerce extérieur chinois a enregistré une croissance annuelle moyenne de 15% au cours des vingt dernières années. L'entrée dans l'OMC lui ouvrira de nouveaux débouchés. Le commissaire européen estime que « cette adhésion fera progresser l'Etat de droit en Chine ». Selon lui, « l'OMC sera renforcée par l'entrée d'un pays qui pèse 20% de la population mondiale ». Taiwan signera dans la foulée. Parmi les poids lourds du commerce mondial, il ne manque plus que la Russie, dont 55% des échanges s'effectuent avec l'Union européenne, mais qui n'est, selon Lamy, « pas prête d'entrer dans l'OMC aux standards chinois ». ■

D. N.



# es de Pascal Lamy



Mercredi 24 octobre. Dernière visite de Pascal Lamy au Parlement européen de Strasbourg, avant son départ pour la Conférence de l'OMC au Qatar.

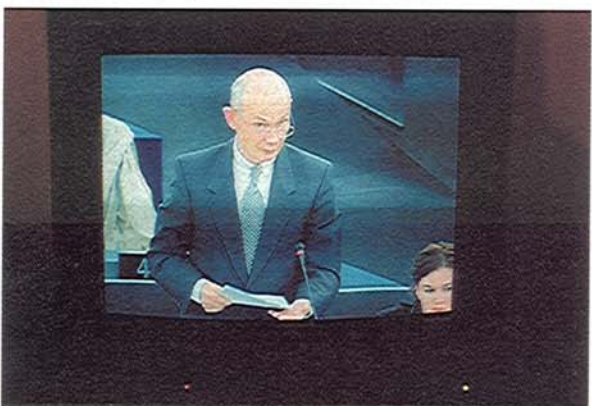




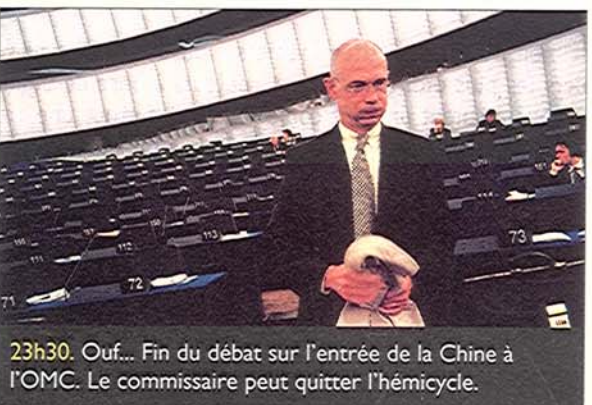
14 h. Déjeuner et conversation avec Jean-Louis Bourlanges, élu du Parti populaire européen, et proche de François Bayrou.



16h10. En séance plénière sur l'état d'avancement de la préparation de la conférence ministérielle de l'OMC.



18h30. Commentaire du rapport d'Harlem Désir sur « l'ouverture et la démocratie dans le commerce international ».



23h30. Ouf... Fin du débat sur l'entrée de la Chine à l'OMC. Le commissaire peut quitter l'hémicycle.

## Les « patates chaudes » de Doha

**S'**il est lancé, le Qatari round serait le successeur de l'Uruguay round (1987-1994). « Le commerce est une forme de respiration entre des systèmes régionaux, marqués par des préférences collectives, explique Pascal Lamy. L'OMC a commencé par s'intéresser aux échanges de biens et de services. Maintenant il faut rendre compatibles les règles touchant à la santé ou à l'environnement. » Le projet de déclaration des ministres compte encore de nombreux désaccords. Voici les principaux points de friction.

**Environnement.** Les pays occidentaux, France en tête, s'inquiètent de ce que l'environnement ne soit pas explicitement compris dans le champ des négociations. Mais les pays en développement, eux, ne veulent pas en entendre parler... « L'Organisation est d'ores et déjà beaucoup plus sensible à ces thèmes », note Pascal Lamy. Exemple ? L'OMC vient de reconnaître à Washington, poussé par ses lobbies écologiques, le droit de ne plus importer les crevettes pêchées par les Thaïlandais, Malais, Indiens ou Pakistanais avec des méthodes menaçant la reproduction des tortues marines !

**Social.** Un certain nombre de pays développés, France en tête, insistent pour imposer aux membres un minimum de « normes sociales » (liberté d'association, droit des femmes, interdiction du travail des enfants). C'est absolument inacceptable pour les pays du Sud. La Commission européenne considère que c'est à l'Organisation internationale du Travail de monter au créneau sur ce dossier.

**Agriculture.** Sous la pression de gros exportateurs, comme le Brésil ou l'Australie, le projet de déclaration parle d'« élimination progressive des subventions à l'exportation » de denrées agricoles, formule inacceptable pour l'Europe verte et sa politique agricole commune.

**Textile.** Les pays producteurs, à commencer par l'Inde, réclament le démantèlement total des protections européennes à l'importation de textiles et de vêtements. Ce que l'Union européenne, notamment, n'est pas prête à accepter.

**Médicaments.** Il est question de renforcer le respect de la propriété intellectuelle. Mais plus de 60 pays en développement, emmenés par le Brésil et l'Inde, souhaitent pouvoir prendre des mesures de santé publique, par exemple en ayant recours aux médicaments génériques (copies des molécules brevetées) pour lutter contre le sida. On pourrait s'acheminer vers un compromis sur une tarification différenciée des médicaments, en fonction des zones de consommation. ■ D. N.

laquelle s'appuie leur propre projet de zone de libre-échange interaméricaine ».

Ajoutez à ce parcours une pratique de la négociation d'affaires et une connaissance des secteurs industriels affûtées auprès de Jean Peyrelevade, au Crédit lyonnais (1994-1999), et vous obtenez un cuisinier commercial 3 étoiles ! Ou presque : « Lamy a les défauts de ses qualités, tempère un fonctionnaire européen. Son hypercompétence le rend parfois arrogant. »

Pourtant, il serait erroné de réduire le personnage à son physique de technocrate-soldat. Ce fils de pharmaciens catholiques est, à la fin des années 60, devenu un militant socialiste convaincu. Tendance gauche réformiste, évidemment. Ce qui lui vaudra de passer dans les cabinets de Jacques Delors aux Finances, puis de Pierre Mauroy à Matignon. Ses convictions, alliées à une passion de la chose publique, le pousseront à quitter une carrière au Lyonnais pour revenir à Bruxelles : « Un poste plus politique, dit-il. Je peux mettre davantage de ce que je pense dans ce que je fais. »

Les épreuves personnelles du cuisinier Lamy sont justement sa sensibilité aux ONG, les organisations non gouvernementales, et sa croyance dans le développement durable pour les pays concernés. Il a senti, bien avant ses camarades français, la

montée des mouvements contre la mondialisation libérale. « La critique du capitalisme de marché datait du XIX<sup>e</sup> siècle, explique-t-il. Il faut l'adapter au monde d'aujourd'hui. » Et, à la stupéfaction de son administration, le commissaire passe beaucoup plus de temps à rencontrer les José Bové de ce monde et à visiter des pays d'Afrique que leur poids commercial ne le justifiait. « Jusqu'à présent, à Bruxelles, les pays du Sud n'avaient de contacts qu'avec les spécialistes du développement. J'essaie d'installer progressivement, sur ces dossiers, une approche plus politique. »

Pascal Lamy a aussi beaucoup œuvré pour l'adhésion de la Chine à l'OMC. Un sujet que le Parlement européen doit justement discuter en séance plénière, ce mercredi-là, vers 22 h 45. Comme le vote n'aura lieu que le lendemain matin, il ne reste dans l'immense hémicycle bleu électrique que... quatre députés ! 23 h 30 : la séance est close. Pascal Lamy réprime un bâillement. Le lendemain, son avion décolle à 6 h 20. Auparavant, il aura droit, dans la salle d'attente VIP de l'aéroport, à une tête-à-tête impromptu avec le dalaï-lama, qui a passé la journée de la veille au Parlement. Plus « sanctifiant » qu'un jogging !

**DOMINIQUE NORA**  
dnora@nouvelobs.com